



OFFICE DE L'ÉLEVAGE

n° COC/08-04/02

COMITE OVINS - CAPRINS

Séance du 10 avril 2008

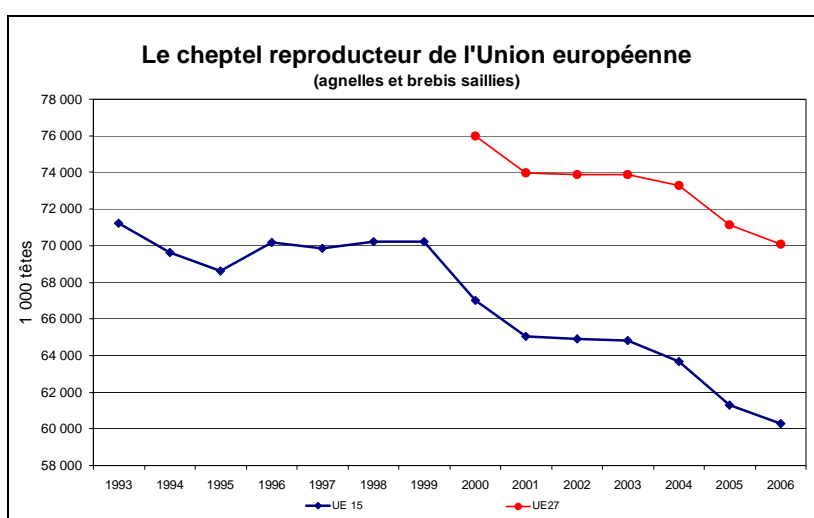
SITUATION DU MARCHÉ

1 LE CHEPTEL

1.1 Recul du cheptel européen en 2006

Les enquêtes de cheptel du mois de décembre 2006 ont montré une nouvelle baisse des effectifs ovins dans l'Union Européenne à 27. Ce troupeau a en effet perdu plus de 1,1 million de têtes par rapport à 2005 (- 1,2 %) pour constituer en 2006 un effectif de 95,8 millions d'ovins. C'est le cheptel ovin de l'UE à 15 qui a connu cette nette diminution, perdant 1,1 million de têtes (- 1,3 %), diminution représentant celle de l'ensemble de l'UE à 27, le cheptel cumulé des 12 nouveaux états membres étant stable.

La décapitalisation consécutive à la réforme de la PAC s'est donc poursuivie en Europe en 2006, après avoir été déjà très marquée en 2005 (- 1,6 % ; - 1,6 million de têtes). En deux ans, le troupeau européen (UE 27) a perdu 2,7 millions d'ovins (soit -2,8 %), ce sont les troupeaux de l'UE à 15 qui ont été touchés par cette décapitalisation, perdant 2,8 millions d'animaux en deux ans. Ce recul du cheptel s'est relativement ralenti en 2006.



Au Royaume-Uni, cet effet de la réforme de la PAC a été particulièrement marqué : le troupeau ovin a perdu 1,2 million de têtes en deux ans : 750.000 en 2005 (- 3,1 %) et 500.000 en 2006 (- 2,1 %) alors qu'il était stable depuis 2002. Cette diminution provient d'un fort recul du cheptel reproducteur qui, à lui seul, a perdu 1,3 million de têtes (diminution de 4,1 % en 2005 puis en 2006).

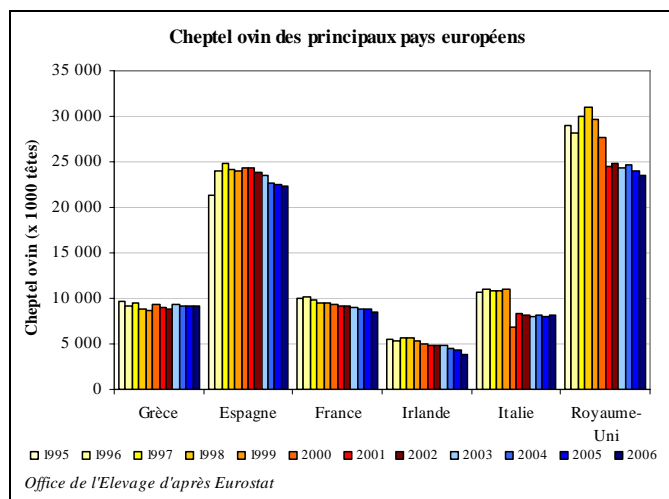
D'après les premières données, en décembre 2007 le cheptel britannique aurait progressé de 1,1 %. Le cheptel reproducteur connaîtrait toutefois un léger recul (- 0,8 %), en particulier au niveau des agnelles de renouvellement, dont le nombre diminuerait de 6,6 %. Ce fort recul serait le signe d'une reprise de la dynamique de décapitalisation.

En revanche, le nombre d'agneaux présents dans les exploitations a progressé de 5 %, à cause des restrictions sur le transport de bétail et de la faiblesse des prix qu'a connus la filière ovine britannique en cette année de crise.

En Irlande, le cheptel ovin a très fortement diminué en 2006, perdant 10,1 % (- 430.000 têtes), après une année 2005 déjà en très net retrait (- 6,6 % ; - 300.000 têtes). Le cheptel reproducteur irlandais a en effet subi une nette décapitalisation depuis 2004, perdant 750.000 têtes en trois ans, soit une perte de 20 % du cheptel de reproductrices depuis 2003. Sur l'année 2006, le recul des effectifs de femelles reproductrices s'est poursuivi et même accéléré (- 8,6 % ; - 270.000 brebis). Le découplage total a entraîné une véritable déprise dans le secteur ovin, et de nombreux abandons de la production.

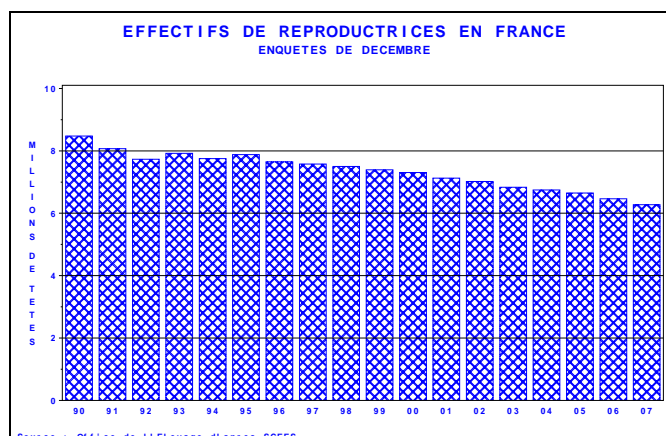
En Espagne, après deux années de net recul (- 3,2 % en 2004 et - 1,3 % en 2005), la diminution des effectifs a été moins marquée en 2006, avec 100.000 têtes (- 0,4 %). Le cheptel de brebis espagnol, le plus important d'Europe, avait perdu 1,8 million de têtes entre 2003 et 2005, mais s'est quasiment maintenu en 2006, avec un repli de seulement 66.000 brebis (- 0,4 %). La sécheresse, et surtout la fièvre catarrhale (y compris les problèmes rencontrés au niveau de la vaccination) avaient véritablement amputé le troupeau de brebis espagnol mais l'amélioration de la situation sanitaire en 2006 a permis sa stabilisation. Par ailleurs, ces problèmes sanitaires ont sans doute accéléré la restructuration de la filière ovine espagnole, par un arrêt d'activité des exploitations les plus petites. Très rapide, elle expliquerait à la fois l'ampleur de la décapitalisation, et la rapidité de la stabilisation.

L'Italie est le seul pays, parmi les grands producteurs, où le cheptel ovine a progressé en 2006, gagnant 275.000 têtes (+ 3,4 %). Il s'agit d'une reconstitution du cheptel, après une année 2005 de net recul : le cheptel reproducteur avait perdu près de 250.000 têtes (- 3,4 %) en 2005, principalement dans la zone du Mezzogiorno. Sur 2006, le cheptel reproducteur italien a regagné près de 300.000 animaux (+ 4,3 %). Le recul subi en 2005 était donc conjoncturel, probablement lié à la fièvre catarrhale. La filière laitière a en effet un poids prépondérant au sein de la filière ovine italienne ; et comme observé en France, cette filière laitière, à plus forte valeur ajoutée et au marché actuellement porteur, est moins affectée par le découplage que la filière viande.



1.2 Le cheptel français en 2007

L'érosion du cheptel ovine français s'est poursuivie en 2007, celui-ci perdant 2,5 % de ses effectifs, avec 8,28 millions de têtes (- 210.000 têtes). Le cheptel de reproductrices a marqué un net recul (- 3 %), avec une perte de 170.000 brebis. Comme les années précédentes, la filière allaitante est la plus touchée ; en effet si le cheptel de brebis laitières s'est maintenu à 1,28 million de têtes (- 0,2 %), le cheptel de brebis allaitantes a, en revanche, perdu 3,8 % de ses effectifs (- 170.000 têtes).



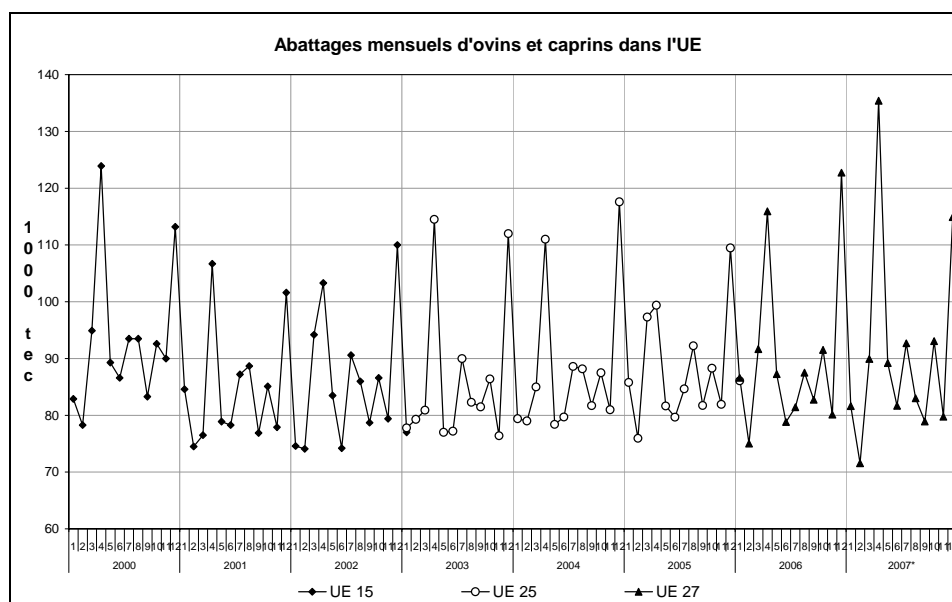
Ce troupeau de brebis reproductrices a diminué dans l'ensemble des régions françaises, perdant 6,8 % en Poitou-Charentes, 6,4 % en Limousin, mais se maintenant mieux en Midi-Pyrénées et en Aquitaine (-1,2 %) notamment grâce à la place de la filière ovine laitière dans ces deux régions.

Mais les troupeaux de brebis allaitantes ont eux-mêmes connu des évolutions différentes suivant les régions, perdant 6,8 % en Poitou-Charentes, 6,4 % en Limousin, et 3,4 % en Midi-Pyrénées. Cette différence peut s'expliquer par la prévalence de systèmes d'élevages différents, la production d'agneaux de bergerie ayant été plus pénalisée que la production à l'herbe par la hausse du coût de l'aliment pour ovins. Le coût de ces aliments a en effet progressé de 30,8 points entre décembre 2006 et décembre 2007 (source INSEE, base 100 en 2000).

2 L'OFFRE

2.1 Les abattages européens

En 2007, les abattages d'ovins et caprins ont diminué de 3 % sur l'ensemble de l'Union Européenne à 25 pays, atteignant un total de 1,01 million de tonnes. Pour l'UE à 27, ces abattages atteignent un volume de 1,09 million de tonnes.



Au niveau des 15 premiers pays de l'UE, ces abattages se sont réduits de 3,1 % (- 32.000 tonnes) représentant légèrement moins d'un million de tonnes, et reculant dans tous les grands pays producteurs.

En Espagne, les abattages ont reculé de 4,7 %, perdant 11.200 tonnes, dont 6.900 sur le seul mois de décembre. Au total, ces abattages représentent un volume de 227.100 tonnes. En Grèce, la diminution du cheptel en 2006 s'est répercutée directement sur la production ovine et caprine de 2007, les abattages ayant diminué de 2,7 %, pour un total de 111.300 tonnes. La vague d'incendies qui a frappé le pays durant l'été 2007 a, par ailleurs, accentué la diminution de la production. En Italie, les abattages ont très fortement reculé, perdant 7,1 % (61.300 tonnes). Ce repli aurait eu lieu dans un contexte de maintien de la production, par une nette baisse des importations d'animaux vivants.

Au Royaume-Uni, les abattages n'auraient perdu que 1,6 % (- 5.300 tonnes) malgré les difficultés rencontrées par la filière ovine. L'année 2007 a en effet été une véritable année de crise pour le secteur ovin britannique et la chute des prix à la production a peut-être été favorable à la consommation.

Sur le mois de janvier 2008, les abattages d'ovins progressent de 14 % au Royaume-Uni, progression déjà rencontrée en décembre 2007. Etant données les difficultés qu'a rencontrées la filière ovine britannique, il est possible que cette forte progression soit le signe d'une reprise de la décapitalisation du cheptel reproducteur, ce que confirmeraient les données de l'enquête de cheptel.

2.2 Les abattages français

En 2007, les abattages français ont diminué de 1,2 % en têtes, représentant un total de 6,08 millions d'ovins et caprins (dont 903.000 caprins, + 1,2 %). Cette baisse a été particulièrement marquée au second semestre. Si les abattages d'agneau ont diminué de 1 % en effectif, les abattages d'ovins de réforme ont très fortement reculé, perdant 6,2 %. Ce recul serait le signe d'un ralentissement de la décapitalisation précédemment observée.

La production française a représenté 6,39 millions de têtes d'ovins et caprins, en diminution de 2 % par rapport à 2006. Avec un volume total de 104.500 tec, les abattages ont reculé au total de 1,7 % en poids. Les poids moyens d'abattage sont restés stables par rapport à 2006, à 17,8 kg/tête pour les agneaux et 26,5 kg/tête pour les ovins de réforme.

Sur les deux premiers mois de 2008, les abattages français d'ovins et caprins sont stables (- 0,5 %). Les abattages d'agneaux reculeraient toutefois de 5,2 %, les abattages d'ovins de réforme et de caprins gagnant chacun 11 %. Bien que ces chiffres ne portent que sur deux mois, ils pourraient être le signe d'une reprise de la décapitalisation du cheptel reproducteur, après une année de pause.

2.3 Les échanges français

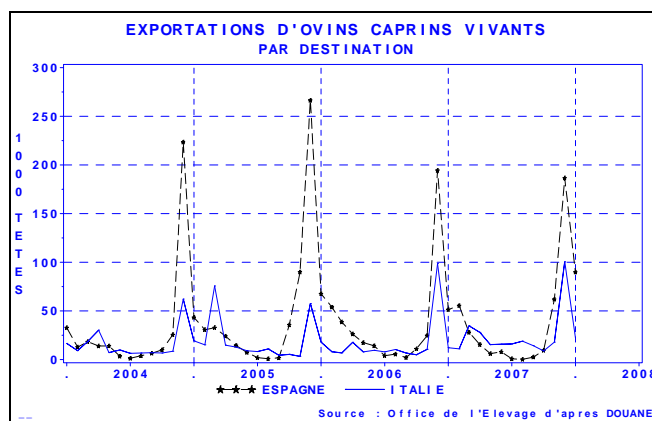
2.3.1 Les échanges en animaux vivants

Les exportations françaises d'animaux vivants ont très légèrement progressé en 2007, gagnant 0,4 % et représentant 774.000 têtes. Les exportations vers l'Union Européenne ont gagné 1,1 % et représentent 750.200 têtes. Ces exportations européennes se sont concentrées vers l'Espagne et l'Italie, ces deux destinations représentant une part de plus en plus importante du total européen, passant de 86 % en 2006 à 92 % en 2007.

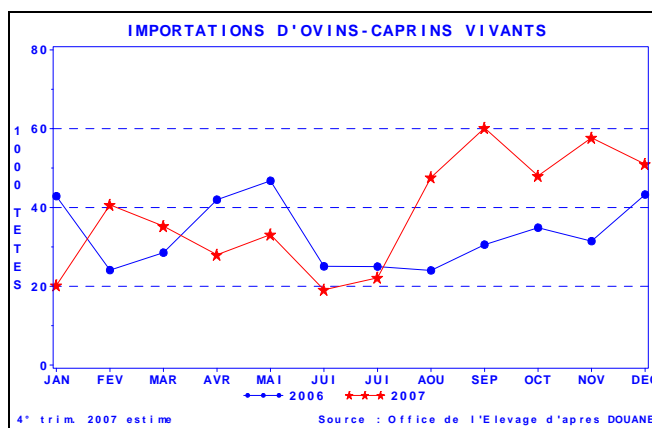
Les ventes d'ovins et caprins vivants vers l'Espagne ont à nouveau reculé (- 7,4 %), comme en 2006, après avoir spectaculairement progressé, en 2005, suite aux restrictions de transport d'animaux vivants sur le territoire espagnole pour cause de fièvre catarrhale ovine. Ces restrictions avaient en effet créé une pénurie relative, stimulant les achats d'agneaux français.

Les achats italiens d'agneaux français ont très fortement progressé en 2007, gagnant près de 42 % (293.400 têtes, soit 86.500 animaux supplémentaires). Le marché italien a ici pris le relais du marché grec, qui s'est effondré en 2007 (- 69 % ; soit - 36.700 têtes). Ces achats italiens ont particulièrement progressé sur la fin de l'année, peut-être grâce à l'arrêt des exportations britanniques qui aurait entraîné un appel d'air vers certaines destinations.

Au mois de janvier 2007, les exportations françaises d'animaux vivants ont très fortement progressé, vers toutes les destinations, gagnant 65,2 %, tendance qui sera à confirmer.



Les importations françaises d'animaux vivants se sont fortement accrues en 2007, gagnant 15,6 %, pour un total de 463.000 têtes (+ 63.000 têtes). Ces importations se sont particulièrement développées en fin d'année, les achats d'animaux vivants s'étant développés en substitution des achats de viande britannique et de la baisse de la production française.



Les achats d'animaux vivants en provenance de Grande Bretagne se sont logiquement presque réduits à zéro, avec 7.000 animaux (- 83,8 %). C'est en effet à peu près uniquement en fin d'année que ces importations avaient généralement lieu, période où elles ont été interdites en 2007. La chute des approvisionnements d'origine britannique (- 36.000 têtes) a été compensée par des importations en provenance des Pays-Bas (+ 32.000 têtes) en fin d'année.

Les achats en provenance de Roumanie ont presque triplé suite à l'entrée de ce pays dans l'Union Européenne, passant de 11.000 têtes en 2006 à 31.000 têtes dans le contexte très particulier de l'année 2007. Mais ce sont les approvisionnements en provenance de Hongrie qui ont le plus augmenté, passant de 2.500 à 65.500 têtes en 2007.

2.3.2 Les échanges en viande

Les exportations françaises de viande ovine et caprine ont largement diminué en 2007, perdant 11,5 %. Cette diminution s'explique à la fois par la baisse de la production française et par la crise au Royaume-Uni, généralement le premier fournisseur de la France en viande ovine. Cette crise a engendré un manque de disponibilité sur le territoire français, une hausse des cours et ce net recul des exportations. Celles-ci restent cantonnées à de faibles volumes, avec 10.800 tonnes.

Les importations françaises de viande ovine ont, elles aussi, nettement reculé, perdant 7,2 %. La chute des importations de viandes britanniques (- 17,9 %) explique une partie de ce retrait, mais l'ensemble des importations de viandes en provenance de l'UE a largement diminué (- 11,5 %) pour ne représenter que 95.000 tec. L'année de crise au Royaume-Uni n'explique donc pas l'ensemble de ce repli, qui est aussi dû aux décapitalisations de cheptel qu'ont connu la plupart des pays européens (notamment l'Irlande) les années précédentes.

Par ailleurs, la hausse des importations en provenance des pays tiers (+ 5,3 % ; dus à une progression des viandes néo-zélandaises de 5,7 %) n'a pas compensé cette diminution des approvisionnements intra communautaires, signe d'un réel recul de la consommation française de viande ovine (- 3,6 % selon les chiffres du mois de janvier).

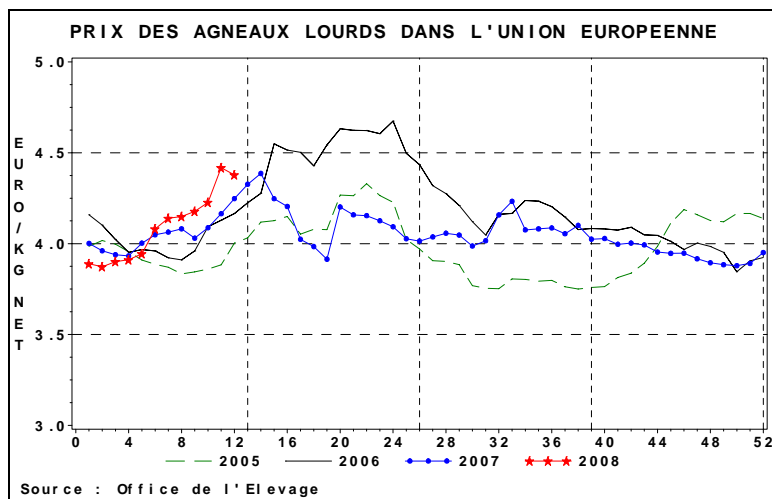
3 LES PRIX

3.1 Les prix à la production en Europe

Le prix moyen annuel des agneaux lourds s'est établi en 2007 à 4,05 €/kg, en baisse de 3,2 %, retrouvant ainsi le niveau de prix de 2004. Ce prix moyen a été particulièrement influencé par les prix en Grande-Bretagne qui ont connu deux accidents différents sur l'année 2007.

La cotation moyenne européenne, après un premier trimestre 2007 stable (+ 0,6 %) a ainsi perdu 41 centimes au second trimestre (- 9,1 %), tirée vers le bas par la chute des cours au Royaume-Uni, avant de se stabiliser sur la deuxième moitié de l'année (- 1,6 % soit - 7 centimes au second semestre). Suite à la crise de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne, l'arrêt des exportations britanniques a en effet, par une raréfaction de l'offre, entraîné une amélioration des cours dans d'autres pays européens. Dans la moyenne européenne, ces améliorations ont compensé la chute des cours britanniques (+ 1,9 % en France au second semestre, + 5,5 % en Irlande, + 5,7 en Espagne...).

Sur le début de l'année 2008, le prix des agneaux lourds s'établit légèrement au-dessus du premier trimestre 2007 (+ 0,56 % à 4,09 €/kg) notamment du fait de Pâques situé plus tôt dans l'année (mars en 2008, avril en 2007)

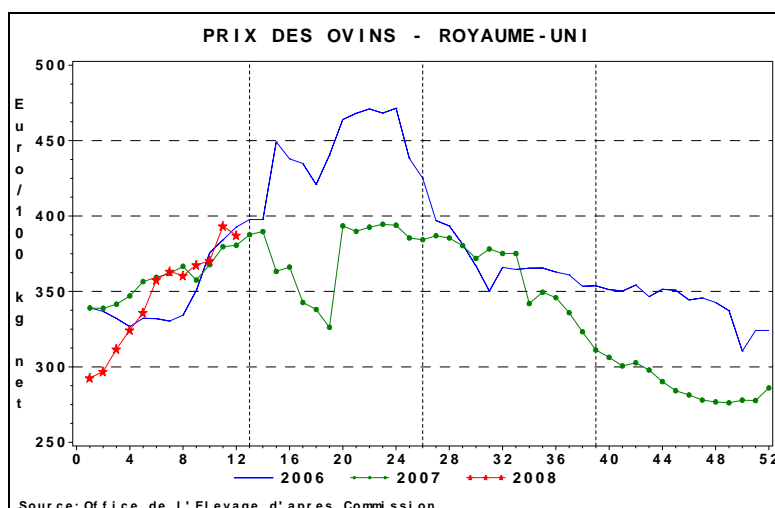


En Grande Bretagne, en 2007, après un premier trimestre en légère progression (+ 2,6 %), les prix se sont effondrés au mois d'avril (- 16 %). Les opérateurs britanniques avaient d'abord différé la mise en marché des agneaux, dans l'attente de la remontée saisonnière des cours. Ce report, réduisant la disponibilité sur le marché, a soutenu les cours au premier trimestre. En revanche, ces agneaux abattus plus tard, donc plus lourds et plus engraisés, étaient moins valorisables à l'exportation et, simultanément, se sont retrouvés en concurrence avec les importations de viande d'agneau « chilled » néo-zélandaise. La sécheresse en Nouvelle-Zélande a provoqué une anticipation des abattages d'agneaux et leur mise en marché à bas prix. L'afflux des agneaux britanniques, lourds et difficilement commercialisables, cumulé aux importations en provenance de Nouvelle-Zélande, a ainsi entraîné une rapide chute des cours, par engorgement du marché.

Après un rétablissement rapide et une période de stabilisation, le cours de l'agneau britannique a fortement reculé sur la deuxième partie de l'année, après la découverte des cas de fièvre aphteuse, de la fermeture des marchés, de la perte des débouchés et du surplus relatif que cela a engendré sur le marché. Les cours britanniques ont ainsi chuté de 8 % (- 29 centimes) au mois de septembre, avant de perdre 15,5 % sur le dernier trimestre. Les cours ne se sont en effet pas redressés après la levée des barrières sanitaires.

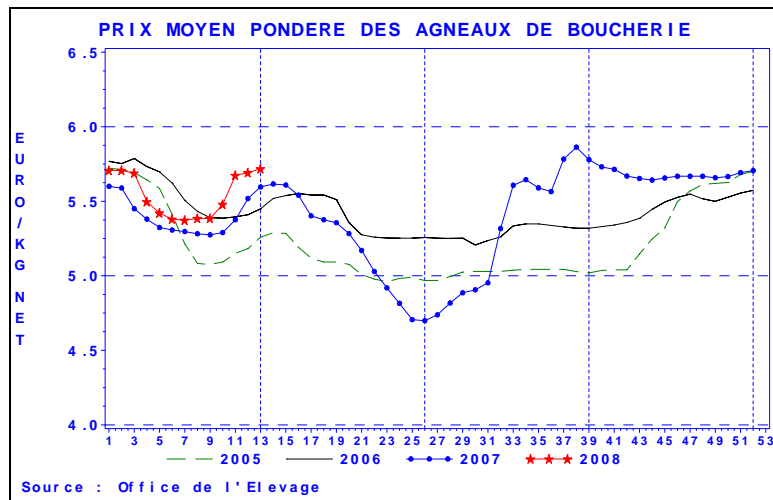
La cotation britannique a ainsi atteint 3,45 €/kg en moyenne annuelle, niveau auquel elle n'était jamais descendu depuis la crise de 2001 (3,21 €/kg), perdant ainsi 30 centimes par rapport à 2006 (- 8,3 %). En Livre Sterling, et corrigée de l'inflation annuelle moyenne au Royaume-Uni, la cotation 2007 s'établit 9,5 % en dessous de la cotation 2006, mais 7,9 % au-dessus de la cotation 2001.

Ces prix ont ensuite entamé l'année 2008 à un niveau très bas, et se sont progressivement redressés jusqu'à retrouver le niveau de 2007.



3.2 Les prix à la production en France

Le prix moyen à la production des agneaux français a fluctué tout au long de l'année 2007 en fonction de la conjoncture européenne. La chute des cours du Royaume-Uni au printemps avait entraîné une forte dégradation des prix français, qui sont brusquement remontés au mois d'août en raison de l'arrêt des exportations britannique. La conjonction de cette faiblesse de l'offre, et d'une demande soutenue par les fêtes de l'Aïd et les fêtes de fin d'année a permis le maintien des prix à un niveau élevé au dernier trimestre.



Sur le début de l'année 2008, les prix se sont maintenus légèrement au dessus du niveau de 2007, grâce à une offre relativement faible et des fêtes de Pâques positionnées plus tôt dans le calendrier.

4 LA CONSOMMATION

En cumul annuel mobile sur les 52 semaines précédant le 24 février 2008, les achats des ménages en viande ovine auraient diminué de 3,5 % en tonnage, dans le contexte d'un total viandes de boucherie fraîches en recul de 1,6 %. Les viandes ovines représentent ainsi 3,0 % des achats de viande fraîche.

Le prix moyen des achats de viande ovine s'établit, sur cette période, à 11,45 €/kg, en hausse de 1,2 %, pendant que le total des viandes fraîches atteint un prix moyen de 9,56 €/kg, en hausse de 0,9 % (11,36 €/kg pour le bœuf, + 0,1 %).

Sur le mois de février 2008 (4 semaines), les achats de viande ovine seraient en fort recul, avec - 14,2 % par rapport à l'année précédente, alors que l'ensemble des viandes serait en net repli (- 6,3 %).



D'après les éléments disponibles sur la fin de l'année 2007 et le début 2008, il semble que le processus de décapitalisation montre des signes de reprise après une pause sur l'essentiel de 2007.

La hausse du coût de l'aliment pour les agneaux de bergerie, liée à la hausse du prix des céréales, et une revalorisation du prix à la production qui ne couvre pas totalement cette augmentation des charges, pourraient être à l'origine de la baisse des effectifs de reproductrices allaitantes en France (- 3,8 %).

Enfin, la demande en ce début d'année 2008 est particulièrement atone pour l'ensemble des viandes (- 8,2 % sur les deux premiers mois). La viande d'agneau, relativement chère (11,45 €/kg en février), est pénalisée par son prix dans un contexte médiatique fortement marqué par le pouvoir d'achat.